

# Commentaires et réactions

## 1. Observations de la CCDH relatives au rapport de visite de l'Ombudsman sur l'Unité de sécurité

Le rapport est fort intéressant et donne accès à beaucoup d'informations sur le « *quotidien* » de la vie à l'Unité de sécurité (UNISEC), mais aussi des informations plus générales. La CCDH se félicite de l'analyse minutieuse de l'Ombudsman et de son équipe de contrôle. Elle partage les critiques et recommandations faites par l'Ombudsman, sous réserve des remarques et observations formulées ci-dessous.

- **Référence aux dispositions du projet de loi n°7276**

La CCDH note que le rapport se réfère souvent au projet de loi n°7276 comme s'il était clair que ce texte allait passer au parlement. Au vu notamment de l'avis du Conseil d'Etat (CE) qui a émis de nombreuses oppositions formelles contre ledit projet de loi, la CCDH estime qu'il serait plus opportun d'analyser le fonctionnement de l'UNISEC en l'état actuel et par rapport aux textes de loi en vigueur.

Le Médiateur est évidemment conscient que le projet de loi 7276 n'a pas encore été voté au parlement. Néanmoins, il a souhaité profiter de l'occasion pour tirer l'attention sur les améliorations qui pourraient être introduites par le projet en question, mais surtout souligner encore une fois les failles.

Il souligne que l'article 19 c) de l'OPCAT prévoit que les mécanismes nationaux de prévention sont investis notamment de « présenter des propositions et des observations au sujet de la législation en vigueur ou des projets de loi en la matière », ce que le Médiateur a fait en analysant le projet de loi 7276.

Le Médiateur souligne également qu'au moment de la rédaction et communication du rapport provisoire, le Conseil d'Etat n'avait pas encore formulé son avis, de sorte que ces observations n'ont pas pu être intégrées dans l'analyse.

Au vu des lourdes conséquences que pourrait avoir un maintien de la possibilité de placement de mineurs au CPL, le Médiateur estime qu'il soit impossible de souligner trop souvent que cette pratique doit enfin cesser et que la nouvelle loi doit prévoir une interdiction de placer des mineurs en prison pour adultes.

- **Le positionnement en faveur d'un droit pénal pour les mineurs**

*Point 7 : La CCDH note que le médiateur estime que le projet de loi 7276 « contient un grand nombre de dispositions qui s'apparentent à des dispositions de droit pénal » (page 6, point 7).*

Rester dans une logique protectionnelle, créerait un « *mélange très délicat et dangereux des matières de protection et de répression* ».

La CCDH partage le point de vue du Médiateur que la logique protectionnelle, telle qu'elle est conçue par les auteurs du projet de loi, est inacceptable alors qu'il s'agit d'un modèle hybride souffrant d'une immense incohérence et dans lequel les droits substantiels et procéduraux fondamentaux des personnes concernées font défaut. Néanmoins, la CCDH s'interroge, en l'état actuel des choses, sur l'opportunité de se positionner clairement en faveur de l'un ou de l'autre système dans l'absence de rapports, statistiques ou recherches réalisés sur ce sujet – d'autant plus qu'il s'agit de concepts à facettes multiples. Un système de droit pénal des mineurs, même à supposer qu'il soit respectueux des garanties procédurales pénales, peut-il satisfaire aux besoins des mineurs et lutter contre la délinquance juvénile ? Est-il souhaitable au vu des recommandations des organes internationaux des droits des enfants qui plaident pour des solutions alternatives aux mesures pénales ? Ces questions ne sont pas faciles et controversées, mais nous pensons qu'un débat devrait avoir lieu au Luxembourg en tenant compte aussi des recherches et expériences qui sont faites dans d'autres pays.

Un droit pénal pour mineurs ne remplacerait évidemment pas le droit protectionnel, qui doit continuer à exister. Il s'agit uniquement d'une question de cohérence, alors que les deux domaines demandent des approches et garanties différentes.

Le Médiateur souhaite souligner qu'un droit pénal (pour mineurs, de même que pour les adultes) n'est pas synonyme de prison et d'enfermement et que même la prison ne doit jamais être uniquement synonyme d'enfermement, mais offrir une prise en charge intensive pour aider les mineurs (et de même que les détenus adultes) à trouver leurs repères et trouver un moyen de changer leurs comportements déviants.

Le droit pénal peut en outre contenir des mesures alternatives à la prison/à l'enfermement, des mesures de justice restaurative, et par la suite, des mesures d'aménagement de peines.

- **Droit d'être entendu**

*Point 1* : La CCDH propose de nuancer l'affirmation selon laquelle « *une décision entraînant une privation de liberté ne puisse plus être prise sans avoir entendu le mineur au préalable* » sous le régime du projet de loi n°7276. La structure confuse et incohérente dudit projet de loi laisse subsister des cas où le mineur ne devrait pas être entendu avant la privation de liberté. En effet, l'article 1 (5) alinéa 2 ne vise que les placements judiciaires chez toute personne digne de confiance, une famille d'accueil ou tout établissement public ou privé approprié agréé par l'Etat luxembourgeois. Le placement au CSEE est prévu aux articles 8 et 9. Le CE a par ailleurs émis une opposition formelle contre les articles 1 (5) et 9. En outre, les mesures de placement d'urgence et temporaire prévues par le projet de loi prévoient des entrevues (maximum 10, respectivement 5 jours ouvrables) après la privation de liberté. Pour le placement en institution appropriée (article 7), aucune entrevue préalable ne semble être prévue.

Le Médiateur conçoit que la structuration et la formulation de la loi laissent subsister des doutes en la matière, ce qui ne devrait pas être le cas.

Il a cependant une autre lecture du projet de loi que celle avancée par la CCDH. A son avis, les placements prévus par les articles 7, 8 et 9 tombent également sous l'application de l'article 1 (5), alinéas 1 et 2.

Les entretiens prévus par les articles 28(2) et 32(3) constitueraient alors un premier entretien après le placement.

- **Maintien de l'autorité parentale en cas de placement.**

*Point 4 :* Le PL apporte certes des changements au regard de l'autorité parentale, mais le projet de loi n°7276 laisse une très grande flexibilité au juge de décider de quand même retirer l'autorité parentale aux parents, voire de suspendre les relations avec le mineur. Dans l'état actuel du projet, les précautions nécessaires ne sont pas prévues et le transfert de l'autorité parentale n'est pas limitée dans le temps.

La remarque de la CCDH rejoint les observations faites par le Médiateur, qui a précisé qu'il pourrait concevoir que l'autorité parentale soit transférée à l'établissement auquel le mineur est confié « sous réserve que cette décision soit entourée des précautions nécessaires et limitée dans le temps ».

- **Pas de mineurs en prison, « hormis les cas prévus à l'article 32 de la loi de 1992 »**

*Point 6 :* La CCDH donne à considérer qu'il y a des mineurs âgés de plus de 16 ans qui n'ont pas la maturité ou la capacité intellectuelle suffisantes pour se défendre ou comprendre ce qui leur est reproché. La CCDH se demande s'il ne faudrait pas préciser à cet endroit qu'il échet de cumuler aux conditions *expressis verbis* celle du discernement. La CCDH renvoie par ailleurs à son avis n°3/2013<sup>1</sup>: elle réitère sa position qu'en aucun cas un mineur d'âge puisse être incarcéré au centre pénitentiaire de Schrassig (CPL).

De manière plus générale, la CCDH s'interroge sur la compatibilité de la procédure du renvoi d'un mineur âgé de plus de 16 ans devant les juridictions pénales ordinaires<sup>2</sup> avec le droit international et européen. La Belgique, qui a adopté un mécanisme similaire, a été incitée par le Comité des droits de l'enfant de l'ONU à « *revoir sa législation en vue d'éliminer la possibilité que les enfants puissent être jugés comme des adultes et placés en détention avec des adultes et de retirer immédiatement des prisons pour adultes les enfants qui s'y trouvent* ». <sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Avis 3/2013 sur le projet de loi 6381 portant réforme de l'exécution des peines et le projet de loi 6382 portant réforme de l'administration pénitentiaire, page 8.

<sup>2</sup> Actuellement prévu à l'article 32 de la loi de 1992 et reprise à l'article 39 du projet de loi n°7276

<sup>3</sup> ONU Comité des droits de l'enfant, 18 juin 2010, Examen des rapports présentés par les Etats parties, Observations finales : Belgique, p. 18, point 83 ; voir aussi ONU Comité des droits de l'enfant, Observation générale N°10 (2007), Les droits de l'enfant dans le système de justice pour mineurs ; Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, Lignes directrices du Comité des ministres du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants, 17.11.2010, point 125, p. 91 ; Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Résolution 2010 (2014), Une justice pénale des mineurs adaptée aux enfants : de la rhétorique à la réalité, point 6.3.

Le Médiateur a toujours toléré cette exception prévue par l'article 32 de la loi actuellement en vigueur au principe qu'aucun mineur ne devrait être placé au CPL en tant que compromis. Il est évident que cette possibilité doit être entourée des garanties nécessaires, notamment par une application de critères transparents, relatifs à la maturité, donc le discernement, et la gravité des faits commis.

- **Limitation de la durée des placements à l'UNISEC et profil des mineur pris en charge**

*Point 11* : La CCDH se demande si la notion de « dernière chance » est opportune et ne risque pas de pétrifier encore plus des carrières peu favorables des jeunes. Cela donne aussi à l'UNISEC une orientation quelque peu mortifère. Par ailleurs, la CCDH est d'accord que seuls les mineurs qui ont jusqu'à maintenant fait l'objet d'un placement au CPL devraient être placés à l'UNISEC. Mais cela continue à poser un problème car on ne saurait pas non plus quel profil avaient les jeunes qui étaient incarcérés (p. ex. vol, coups et blessures, meurtre, viol, ...). Le nouveau projet de loi ne résoudra d'ailleurs pas ce problème.

Le Médiateur reconnaît que l'expression de « dernière chance » peut interpeler, mais estime que cela correspond, du moins dans un très grand nombre de cas, à la réalité, alors que les jeunes qui arrivent à l'UNISEC ont souvent un long parcours d'autres placements derrière eux et qu'ils approchent l'âge de la majorité.

Le profil des mineurs ayant fait l'objet d'un placement au CPL n'est effectivement pas clarifié ou transparent, mais il a toujours été avancé qu'il s'agit de mineurs pour lesquels les autres structures se sont révélées insuffisantes, notamment au niveau sécuritaire.

- **Références aux seuls membres de la famille**

*Point 19* : La CCDH propose de faire référence non-seulement à la famille proche mais aussi à toute autre personne proche de lui, y inclus notamment les personnes titulaires de l'autorité familiale. La même remarque vaut pour les points 69, 70 et 79.

En ce qui concerne plus particulièrement les points 69 et 73, la CCDH se pose des questions plus approfondies. L'équipe sollicite-t-elle les parents ? Si oui, comment ? Quand on sait que souvent la famille a laissé tomber ces jeunes, il est important de tout faire pour renouer les liens. Cela implique la mise en place de stratégies d'interventions proactives qui comprennent aussi des visites à domicile. Simplement supposer que les parents se manifestent volontairement, c'est souvent aboutir à confirmer le désintérêt des parents. A la lecture du rapport, la CCDH a eu l'impression que l'UNISEC accepte d'emblée le fait que les parents ne vont pas collaborer. Faire une impasse sur cette partie impacte les conditions de sortie du jeune.

Il est vrai que la notion de famille proche peut, dans plusieurs contextes, être interprétée au sens large, voire inclure d'autres personnes, hors contexte familial. Ceci rejoint les propos du Médiateur qui recommande notamment au point 69 aux responsables de l'UNISEC de faire preuve de flexibilité en ce qui concerne les contacts autorisés et de recourir, en cas de besoin, voire de doute, à une enquête sociale pour déterminer si ce contact peut avoir une influence positive sur le jeune.

- **Réfléchir sur un éventuel agrandissement de l'UNISEC**

*Point 21* : La CCDH est méfiante par rapport à un agrandissement ou une ouverture de structures supplémentaires alors que cela pourrait encourager les autorités judiciaires à placer davantage de mineurs dans cette/ces structure(s). Ce phénomène a déjà pu être observé chez nos voisins, notamment en France avec les centres éducatifs fermés (CEF) : « *Le nombre de mineurs placés en CEF ne cesse d'augmenter depuis leur création (...). Cette augmentation est en lien avec l'augmentation du nombre de CEF.* »<sup>4</sup>. Si l'UNISEC doit remplacer les placements au CPL, ce qui est fortement soutenu par la CCDH, les 12 places prévues devraient largement suffire. Il faut éviter que les privations de liberté soient banalisées.

Le Médiateur est entièrement d'accord avec l'affirmation que les privations de libertés ne doivent pas être banalisées, ce qui est encore plus vrai en ce qui concerne les mineurs.

Le risque d'une augmentation du nombre de placements parallèle à l'augmentation des institutions et places disponibles est un risque réel et un phénomène connu en criminologie. Ce risque peut être contré par la définition légale des profils à admettre dans les différentes institutions et par la précision légale que la privation de liberté doit toujours être un moyen d'ultime recours et d'une durée aussi brève que possible.

Le Médiateur est pourtant d'avis qu'il importe d'offrir la meilleure prise en charge possible aux jeunes et qu'il faut éviter qu'un mineur n'ait pas l'encadrement adéquat par manque de place dans l'institution adaptée.

- **Installation d'une caméra dans la soft-cell et droit à la vie privée**

*Point 22* : La CCDH s'interroge sur la conciliation de la présence d'une caméra avec les droits fondamentaux du mineur tel que le droit à la protection de sa vie privée.

L'équilibre entre la protection, la sécurité et le respect de la vie privée d'une personne privée de liberté est toujours une considération importante et le Médiateur y apporte une attention toute particulière.

La soft-cell est utilisée dans de très rares cas où le mineur affiche un comportement agité et a besoin d'un moment pour retrouver son calme et ceci dans un environnement pauvre en stimulations.

Le passage à la soft-cell est réalisé dans l'intérêt du mineur lui-même, pour diminuer le risque d'auto-agression ainsi que dans l'intérêt des autres mineurs et membres du personnel, pour éviter une agression d'autrui.

Il est évident que le mineur nécessite un suivi plus rapproché pendant cette phase. Idéalement, la porte de la soft-cell devrait être équipée d'un clapet, comme le Médiateur l'a également indiqué

---

<sup>4</sup> Voir l'avis du 27 mars 2018 de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme de la République française sur la privation de liberté des mineurs ; Les CEF accueillent pour six mois, renouvelables une fois, au maximum 12 mineurs – il s'agit d'une alternative à la détention.

dans son rapport. Ceci permettrait au moins de réaliser convenablement les contrôles physiques réguliers. Ces contrôles sont à privilégier à une surveillance par caméra, alors qu'il est vrai que l'installation d'une caméra peut contribuer à un faux sentiment de sécurité. Néanmoins, comme indiqué dans le rapport, le Médiateur est dans ce contexte d'avis que la vidéosurveillance pourrait compléter les contrôles visuels et être dans l'intérêt du mineur. Comme indiqué, l'espace de la toilette ne devrait pas être visible à l'écran de surveillance, ceci soit par pixellisation, soit par opacification de la zone concernée. La visualisation des écrans de surveillance devrait évidemment être clarifiée en ce qui concerne l'accès aux images et les personnes à qui incombe cette responsabilité.

- **Existence et contenu d'une brochure d'information**

*Point 32 : L'équipe de contrôle a-t-elle demandé d'obtenir une brochure ? S'il y en avait eu une, il n'aurait certainement pas été difficile de la montrer à l'équipe de contrôle. En ce qui concerne le point 61 : « (...) La brochure devrait notamment renseigner sur le droit des mineurs à contacter le Médiateur (en sa fonction de médiateur au sens de la loi de 2003) et les coordonnées nécessaires. La même chose vaut notamment pour l'ORK, les autorités judiciaires et le barreau. »* On pourrait également mentionner le Médiateur scolaire et souligner que les informations doivent être fournies en langage facile et dans une langue que le mineur comprend.

Les informations ont été contradictoires. Aucune brochure n'a été remise à l'équipe de contrôle. Le Médiateur n'a fait qu'esquisser quelques informations qui devraient être reprises dans cette brochure, sans être exhaustif. Il va de soi que la brochure devrait être rédigée dans un langage facile et dans une langue que le mineur comprend.

- **Certificats scolaires et stigmatisation**

*Point 33 : S'il est en effet bien que les diplômes soient rédigés au nom d'un Lycée, souvent peut-on déduire qu'il s'agit d'un mineur de « Dreiborn », le lien étant facile à faire entre le certificat et son adresse. La CCDH se demande s'il ne serait pas opportun de prévoir qu'un lycée de proximité de son lieu de domicile établisse un tel document.*

Le Médiateur peut comprendre le raisonnement de la CCDH. Il est d'avis que la procédure actuelle est à saluer, mais n'a évidemment pas d'objections à la pratique préconisée par la CCDH qui offrirait encore plus de protection aux mineurs.

- **Elaboration d'un projet individuel du mineur et recommandation de permettre au juge de déterminer les objectifs à atteindre**

*Points 38 à 40 : La CCDH estime que c'est une très bonne idée, mais s'interroge sur l'impact que cela peut avoir. En effet de nombreux jeunes ne rencontrent le juge que très épisodiquement, pratiquement jamais, et on peut se poser la question quant à l'efficacité que pourrait avoir cette intervention du juge.*

Pour connaître ce qui se passe dans les autres placements, il est courant que le juge définit

tout un ensemble d'objectifs, mais on ne sait pas comment ceux-ci seront mis en place. Cela pose aussi la question quant à savoir si le juge contrôle la mise en pratique de ces objectifs. C'est un fait qu'un juge « *présent* » est une intervention très efficace pour la mise en place d'un projet ! On pourrait aussi imaginer que l'équipe éducative élabore un projet et en donne communication au juge. La recommandation selon laquelle les contacts entre le jeune et le juge doivent être plus fréquents est tout à fait raisonnable.

Le Médiateur est d'avis qu'il y a eu une erreur d'interprétation des propos du Médiateur. Le Médiateur ne recommande pas que le juge de la jeunesse détermine les objectifs à atteindre, mais souligne que tel est parfois le cas actuellement.

Le Médiateur est d'avis qu'il est préférable que les acteurs du terrain déterminent, en concertation avec le mineur, les objectifs à atteindre en veillant à leur faisabilité pratique.

- **Activités pendant les vacances scolaires d'été**

*Point 45 :* La CCDH se demande d'une manière générale s'il ne serait pas bénéfique pour les mineurs de tirer profit des vacances scolaires pour continuer à fréquenter des cours et éventuellement rattraper leur retard. Lors d'une visite de l'UNISEC, la CCDH avait appris qu'une demande des responsables y relative avait été refusée par le MENJE alors qu'il serait hors question de tenir cours durant les vacances scolaires. Nous supposons que cette position du MENJE n'a pas changé et nous espérons qu'il reviendra sur sa position.

Le Médiateur ne s'oppose pas à l'idée de la CCDH de profiter des périodes des vacances scolaires pour permettre aux mineurs de rattraper leurs éventuels retards. L'organisation pratique lui semble cependant plus compliquée.

Il souhaite cependant insister sur le fait que les mineurs à l'UNISEC doivent également pouvoir profiter d'une période de repos en ce qui concerne la fréquentation de cours.

- **Jeunes femmes enceintes, jeunes mères et leurs enfants**

*Point 48 :* La CCDH soutient la recommandation du Médiateur d'analyser la possibilité d'accueillir une mère avec son enfant en bas âge à l'UNISEC. Elle souligne dans ce contexte qu'il faudra réfléchir dès à présent, et non pas une fois confronté avec ce cas de figure, sur les modalités et conditions idéales d'un tel accueil, afin de respecter au mieux les droits et besoins de la mère et de son enfant.

Le Médiateur remercie la CCDH pour son soutien dans cette problématique délicate. Il s'agit d'une situation qui comprend de nombreux volets susceptibles d'avoir des répercussions au niveau des droits de l'homme, de manière à ce que le Médiateur insiste sur l'élaboration de procédures internes pour que tous les acteurs soient préparés si la situation devait se présenter.

- **Intervention et suivi pédopsychiatrique**

*Point 50 :* La CCDH s'interroge sur la personne en charge en cas de crise. Qui interviendra ? La



CCDH s'intéresse aussi à la question de savoir comment les médecins interviennent plus concrètement : fréquence de la rencontre, phase diagnostique ou aussi prise en charge, .... Un mi-temps par semaine pour la population de l'internat et de l'UNISEC est largement insuffisant. La qualité du travail d'un pédopsychiatre se mesure aussi par sa présence concrète et son implication dans les projets éducatifs.

Il y a lieu de savoir qui est le prescripteur de médicaments psychotropes : le pédopsychiatre ou un médecin traitant ? Quand on sait avec quelle facilité les médecins (souvent des généralistes) prescrivent ces médicaments, il y a lieu d'être prudent et de définir qui a en charge cette prescription.

La CCDH ne comprend pas pourquoi la « *collaboration avec les parents* » figure dans la partie « *soins psychiatriques* ». On ne peut concevoir qu'il appartienne aux pédopsychiatres de créer les conditions pour une collaboration avec les parents. Ils ne sont qu'un élément parmi d'autres. Il est surprenant aussi que l'on choisisse la voie électronique pour solliciter les parents. Cela n'a pas de sens, quand on sait avec quel milieu social on a souvent à faire. C'est une démarche peu personnelle, voire même irrespectueuse.

Les relations avec les parents sont abordées à plusieurs reprises, dans différents chapitres du rapport.

Les propos tenus dans la partie des soins psychiatriques concernent exclusivement la collaboration entre les psychiatres et les parents, raison pour laquelle ils sont repris dans cette partie.

Le Médiateur note que la CCDH partage ses préoccupations quant à la prescription des médicaments et la démarche de prise de contact.

- **Le secret médical et professionnel et la distribution des médicaments par le personnel**

*Points 55, 57 et 58* : La CCDH se demande s'il n'y a pas d'informations que le directeur de l'UNISEC devrait impérativement avoir afin de protéger les autres pensionnaires et le pensionnaire lui-même. Il faut savoir qu'il est très important dans de nombreux cas que les intervenants de 1<sup>re</sup> ligne connaissent le diagnostic des médecins. Cela doit pouvoir être pris en considération dans l'élaboration du projet et s'inscrit dans la logique du secret partagé. Aussi le personnel doit être à connaissance dans de nombreux cas du traitement médical qui a été prescrit. Ce traitement impacte souvent le comportement du jeune et ne pas partager ces informations est problématique.

Par ailleurs, la CCDH attire l'attention du Médiateur sur le fait que l'exception « *sauf aux moments de la semaine où aucun infirmier n'est présent sur le site* », figurant à l'avant- dernier alinéa du point 57, remet en question les règles édictées au sujet du secret médical. En admettant que le personnel éducatif puisse distribuer les médicaments à ces moments, le secret médical sera forcément levé. La CCDH s'interroge donc sur l'intérêt de définir le secret médical dans un sens strict, d'autant plus qu'il peut être dans l'intérêt des jeunes que le personnel éducatif connaisse leurs diagnostics.



Le Médiateur ne partage pas l'approche de la CCDH. Le Directeur du CSEE, actuellement encore investi de l'autorité parentale pendant le placement à l'UNISEC, peut être informé des problèmes de santé des mineurs et se concerter avec le personnel médical et infirmier si des précautions particulières étaient nécessaires pour protéger les autres mineurs d'un réel danger pour leur santé. En cas de besoin, le personnel infirmier donnerait de toute façon les instructions qui s'imposent.

Le Médiateur reconnaît que l'exception figurant au point 57 remet en question les règles édictées, mais, aussi longtemps qu'il n'y a pas de présence infirmière en permanence, ceci semble inévitable. La pratique telle que préconisée par le Médiateur serait tout du moins une amélioration de la situation.

- **Douches et présence de gardiens**

*Point 62 : La CCDH propose d'ajouter le bout de phrase suivant : « Le Médiateur se demande si la surveillance devant la porte des douches par deux personnes n'est pas exagérée et si la surveillance ne pourrait pas être assurée uniquement par le gardien du même sexe ».*

Le Médiateur apportera cette précision dans la version définitive du rapport.

- **Achat de vêtements et risque de stigmatisation**

*Point 66 : La CCDH voit d'un œil critique la différenciation entre jeunes hommes (les responsables font les achats et distribuent en cas de besoin) et jeunes femmes (bons d'achat pour deux magasins) en ce qui concerne l'acquisition et la distribution de vêtements dans les internats du CSEE. Elle se pose d'ailleurs la question si les adolescentes, une fois qu'elles doivent présenter ces bons à la caisse des deux magasins, ne s'exposent pas à un risque de stigmatisation.*

Ces propos rejoignent les critiques formulées par le Médiateur.

- **Mesure de garde provisoire qui deviendrait la mesure de placement d'urgence sous le projet de loi n°7276**

*Point 76 : Alors que les délais de procédure et les garanties prévues par le projet de loi sont bien des améliorations, la problématique des jours ouvrables fait en sorte que le mineur pourra être placé pendant 17 jours sans avoir vu un juge : si par exemple le vendredi est un jour férié, en sus des trois weekends suivants, les 10 jours ouvrables totaliseraient 17 jours calendrier – inimaginable en droit pénal. Cette remarque vaut aussi pour le point 2 du rapport.*

Le Médiateur conçoit que la durée de séjour peut être prolongée par la présence de jours fériés et que la notion de jours « ouvrables » peut être « trompeuse », dans le sens où le séjour du mineur est plus long que ce qu'il ne pourrait sembler à première vue.

Il rend toutefois attentif au fait que les samedis sont, par son usage habituel, considérés comme jours ouvrables. La semaine se compose de 5 jours ouvrés (lu-ve), mais de 6 jours ouvrables (lu-sa). Ceci peut certes avoir une implication si le 10<sup>e</sup> jour tombe un samedi, dimanche ou jour férié,

hypothèse dans laquelle l'entretien peut être reporté au jour ouvrable suivant, mais les samedis doivent être comptés pour le calcul initial du délai de 10 jours.

A toutes fins utiles, le Médiateur souhaite citer le dictionnaire de l'Académie française qui définit « ouvrable » comme suit :

« 1. Qui est consacré au travail. Ne s'emploie que dans la locution Jour ouvrable, jour qui n'est pas férié, qui n'est pas légalement chômé.

(...) »

Le Conseil d'Etat belge a par ailleurs précisé dans un arrêt du 17 janvier 2003 que :

« Il est de jurisprudence constante qu'à défaut de définition légale ou réglementaire d'un terme, celui-ci doit être compris dans son acception usuelle. La notion de "jour ouvrable" doit, en l'absence de toute indication en sens contraire, être entendue comme le jour où l'on travaille, par opposition au jour férié. Le samedi est un jour ouvrable (...) ».

#### • Critères de sélection et continuation de la prise en charge/le Post-UNISEC

*Point 78 : La CCDH s'interroge si le médiateur ne contredit pas ce qui a été soulevé comme critique à l'encontre des autres foyers : « Le Médiateur est d'avis que les foyers ne devraient pas avoir le droit de sélectionner de la sorte les mineurs qui sont placés au sein de leur institution » tandis que plus loin il est mentionné que « Les différentes unités du CSEE ont toutes leur rôle spécifique à jouer et il faut tout mettre en œuvre pour aider le CSEE à accomplir sa mission, ce qui peut notamment se faire par la sélection des mineurs qui y sont placés ».*

Il y est question du fait que de nombreuses institutions ne veulent pas accepter le placement de jeunes qui ont un comportement transgressif. Si l'on connaît le fonctionnement des centres d'accueil et le souci qu'il y a de créer les conditions de vie tant soit peu favorables à l'ensemble du groupe, on peut comprendre ces réticences. Il est difficile de vouloir culpabiliser le personnel des centres d'accueil qui souvent ne sait plus quoi faire. Si cela est compréhensible, il n'en reste pas moins vrai que cela reste inacceptable que nous ne puissions pas assurer des cadres de prise en charge pour des adolescents potentiellement violents. C'est pourquoi il s'agit plutôt de diversifier l'offre en termes de structures : ce qui fait défaut c'est une structure semi-fermée, à l'image de l'internat du CSEE, mais en plus petit.

Le Médiateur n'est pas d'avis qu'il y ait une contradiction dans ses propos. La décision de placer et d'admettre les mineurs devrait être prise par les juges de la jeunesse en appliquant des critères cohérents et transparents. Une fois que le magistrat a pris la décision, les acteurs du terrain devraient la mettre en œuvre.

En ce qui concerne le point 79 (« Le Médiateur pourrait également s'imaginer que la charge du suivi incomberait aux agents du SCAS. »), la CCDH se demande si c'est une bonne idée de proposer le SCAS, étant donné que ce dernier est plutôt considéré comme instrument du parquet.

Au point 80 (Page 36, 3ème alinéa), la CCDH propose de trouver un autre terme pour « congés » (entre guillemets dans le texte) qui vient du langage propre au traitement pénologique et qui mériterait ici d'être appelé différemment.

Le Médiateur peut partiellement partager ces réticences. Le Médiateur est toutefois d'avis qu'elles sont le résultat d'une volonté de s'inscrire dans une approche purement protectionnelle, ce qui n'est, aux yeux du Médiateur, pas le cas. Ce qui importe, c'est l'instauration du principe des « congés », que ceux-ci soient appelés congés, time-out, sortie temporaire ou encore autrement importe finalement peu.

## **2. Prise de position du Procureur Général d'Etat**

Dans son rapport provisoire du 3 janvier 2019 concernant le contrôle de l'UNISEC, l'Ombudsman ne se limite pas à exposer les constatations faites par ses collaborateurs sur place, mais consacre une partie importante de ses observations au cadre légal, à savoir la législation sur la protection de la jeunesse.

Les critiques formulées dans le cadre de cette rubrique concernent moins la législation actuellement en vigueur, mais sont ciblées sur le projet de loi 7276 instituant un régime de protection de la jeunesse, actuellement en discussion à la Commission Justice de la Chambre des Députés.

Or, il faut souligner tout d'abord que le texte de ce projet de loi constitue le fruit d'un compromis trouvé après deux ans de travaux d'un groupe de travail pluridisciplinaire, auxquels l'Ombudsman a participé.

A cela s'ajoute que l'on peut se poser la question de savoir si un avis concernant un projet de loi trouve sa place dans un rapport qui a comme but d'examiner les conditions et la situation de mineurs se trouvant dans un lieu privatif de liberté. Ne devrait-il pas plutôt être déposé en bonne et due forme selon les règles de la procédure législative, sous peine de vider celle-ci de tout sens ?

Le Médiateur reconnaît qu'il a fait partie du groupe de travail pluridisciplinaire. Il dément cependant formellement que le projet de loi, tel qu'il est actuellement rédigé, ait trouvé son entière approbation à quelque moment que ce soit au cours de ces réunions.

Il souligne de nouveau que l'article 19 c) de l'OPCAT prévoit que les mécanismes nationaux de prévention sont investis notamment de l'attribution de « présenter des propositions et des observations au sujet de la législation en vigueur ou des projets de loi en la matière », ce que le Médiateur a fait en analysant le projet de loi 7276.

Les rapports du CELPL contiennent d'ailleurs toujours une partie consacrée à l'analyse de conformité du cadre législatif et réglementaire et une partie dédiée aux constats sur place. Il ne s'agit partant pas d'une approche nouvelle.

Plus particulièrement, les observations concernant le placement de mineurs dans un établissement pénitentiaire ainsi que les développements du Médiateur se prononçant en

faveur de l'introduction d'un droit pénal d'un mineur n'ont aucun rapport direct avec le contrôle de l'UNISEC.

Le Médiateur voit ceci différemment, alors que les placements à l'UNISEC et ceux au CPL sont directement liés. Le dernier placement d'un mineur au CPL a précisément eu lieu parce que l'UNISEC n'avait plus de place. Si les placements à l'UNISEC étaient gérés différemment, notamment en y plaçant un autre profil de mineurs, cette situation ne se présenterait pas.

La proposition d'introduire un droit pénal pour mineurs est la conclusion que le Médiateur tire de l'analyse du projet de loi 7276 qui présente, comme développé dans le rapport, un mélange flou et préjudiciable des approches protectionnelle et répressive. Contrairement à différentes affirmations circulant récemment dans la presse, le Médiateur ne s'est jamais prononcé en faveur d'un système exclusivement protectionnel.

En outre, contrairement à ce qui est indiqué dans le rapport<sup>5</sup>, une mesure de placement à l'UNISEC est toujours limitée dans le temps, dès lors que l'article 11 de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat la restreint à 3 mois. Chaque renouvellement de cette période requiert une nouvelle décision du juge de la jeunesse.

Il est vrai que le placement à l'UNISEC est dans un premier temps limité à trois mois. Comme l'article mentionné le précise, « toute prolongation requiert une décision formelle des autorités judiciaires ». Cependant, il n'existe aucune limite en ce qui concerne le nombre de renouvellements, ni d'indications sur la durée des prolongations et partant pas de limitation concrète dans le temps et pas de prévisibilité pour les personnes concernées.

Par ailleurs, l'Ombudsman critique l'absence d'une définition précise du profil des mineurs susceptibles de faire l'objet d'un placement à l'UNISEC au risque d'y voir accueillir une population hétérogène. Il précise que « *de nombreuses personnes ont en effet fait état auprès de l'équipe du contrôle que l'UNISEC serait utilisée comme « poubelle* »<sup>6</sup>.

Or, de tels propos sont non seulement choquants, mais encore dépourvus de la moindre objectivité. Le Médiateur manque en effet de préciser quelles sont ces personnes qui ont fait état de cette impression négative. Quelle est leur connaissance concrète de la réalité de la situation? Quelle est dès lors la pertinence de telles indications purement subjectives ?

Pour des raisons de secret professionnel, le Médiateur ne révèle pas quel interlocuteur a fait état de quels propos. Les fonctions des personnes avec qui l'équipe de contrôle s'est entretenue sont toutes mentionnées en début du rapport. En consultant cette énumération, il est aisé de constater que les personnes avec qui l'équipe de contrôle s'est entretenue ont toutes une « connaissance concrète de la réalité de la situation ».

---

<sup>5</sup> Voir n° (8), page 7

<sup>6</sup> Voir n° (11), page 10

De plus, il faut souligner qu'une définition trop rigide de critères pour le placement d'un mineur à l'UNISEC serait de nature à compromettre l'applicabilité pratique de la loi. La flexibilité actuelle permet justement d'apprécier le cas de chaque mineur de manière très individualisée, en prenant en compte non seulement sa situation actuelle et les faits répréhensibles qu'il a le cas échéant commis, mais aussi son évolution au cours des mois, voire des années précédentes et l'efficacité des éventuelles mesures ayant déjà été prises en sa faveur, que ce soit sur base de l'aide à l'enfance ou de la protection de la jeunesse.

Si l'on devait limiter le profil à des mineurs ayant commis des infractions pénales d'une certaine gravité, on risquerait d'exclure des adolescents qui ont commis des faits d'une gravité certes moindre, mais de manière répétée. De même, on rendrait impossible le placement à l'UNISEC de mineurs en fugue chronique des CSEE qui, même sans commettre des infractions pénales, se mettent gravement en danger et dévient vers un mode de vie de plus en plus marginal. Pour ces derniers, une prise en charge socio-pédagogique intensive à l'UNISEC pendant une durée de temps réduite permet de débiter un travail de resocialisation qui auparavant était voué à l'échec, en raison des fugues répétées des concernés.

Pour autant que nécessaire, il est précisé que pour aucun des mineurs placés jusqu'à présent à l'UNISEC, la raison du placement consistait en son seul absentéisme scolaire ou dans la seule circonstance qu'il s'agissait d'un mineur non accompagné, tel que le laisse sous-entendre le Médiateur<sup>7</sup>. Au contraire, les causes d'un tel placement sont toujours multifactorielles et varient fortement d'un cas à l'autre, de sorte qu'elles rendent impossible une définition précise et rigide du profil tel que l'exige le rapport.

Le Médiateur est d'avis que la privation de liberté de mineurs est un acte tellement lourd de conséquences qu'il exige une application transparente et prévisible. Le profil ne doit pas nécessairement se baser exclusivement sur la gravité des faits commis, mais devrait exclure les actes sans connotation pénale, comme par exemple l'absentéisme scolaire ou la fugue.

En ce qui concerne les observations et recommandations en elles-mêmes, la soussignée n'entend pas entrer dans le détail. Cependant, certaines des remarques formulées appellent une prise de position, alors qu'elles sont contraires à la réalité, sinon le fruit d'une méconnaissance de la pratique des juridictions de la jeunesse.

Au point n° (16) du rapport<sup>8</sup>, l'Ombudsman critique l'emplacement de l'UNISEC au vu de sa proximité géographique par rapport au CSEE Dreiborn. Il y fait état d'un dispositif de sécurité « impressionnant et intimidant », comprenant des barbelés. A noter que ni les bâtiments, ni les alentours de l'UNISEC ne sont sécurisés par des fils barbelés. Il n'y en a tout simplement pas sur tout le site.

Le Médiateur admet qu'il y a une erreur dans son rapport et que l'UNISEC n'est (actuellement) pas entourée de fils barbelés. Toutes les infrastructures ont toutefois été conçues de manière à ce que l'on puisse les en équiper en cas de besoin. Ceci n'empêche cependant pas que l'infrastructure a

---

<sup>7</sup> Voir n° (11) page 10

<sup>8</sup> Voir page 12

indubitablement une allure intimidante et que l'emplacement, à une telle proximité de l'internat, n'est guère optimal.

Au point n°(19)<sup>9</sup>, le Médiateur préconise d'instaurer la possibilité de sorties exceptionnelles, ainsi que de congés accompagnés de l'UNISEC. Ce point mérite effectivement réflexion, notamment en cas de renouvellement de la mesure de placement à l'UNISEC au-delà d'une première période de trois mois. Toutefois, il faudra limiter cette possibilité aux cas où le mineur aura un projet concret pour la période post-UNISEC et que les sorties ou congés se situent dans le cadre de la préparation de ce projet.

Le Médiateur remercie la magistrature pour l'accueil favorable de cette recommandation. Il est cependant d'avis qu'au bout de trois mois, le mineur devrait déjà avoir un projet concret. L'absence de projet n'enlève d'ailleurs en rien les conséquences que le placement prolongé dans une institution non conçue à cette fin peut avoir sur le mineur. Si aucun projet ne peut être établi dans la période de trois mois, le Médiateur est d'avis qu'au moins des sorties accompagnées devraient pouvoir être envisagées.

Au point (40)<sup>10</sup>, le Médiateur affirme que certains mineurs ont indiqué que cela fait environ un an qu'ils n'ont pas vu ou entendu le juge de la jeunesse en charge de leur dossier. Cette affirmation est tout simplement fausse. Après vérification dans les dossiers des mineurs en cause, il faut constater que tous les jeunes placés à l'UNISEC ont non seulement vu « leur » juge de la jeunesse à plusieurs reprises, soit lors d'audiences, soit dans le cadre d'entrevues plus informelles, mais ils ont également reçu des courriers de sa part. Un contact régulier et adéquat a donc eu lieu. A cet égard, on peut indiquer qu'il a été convenu entre les juges de la jeunesse des deux arrondissements et les directions des CSEE et de l'UNISEC que pour chaque mineur y placé, une, sinon deux entrevues ont systématiquement lieu avec le juge de la jeunesse en charge du mineur pendant la période de placement de trois mois à l'UNISEC.

D'après les informations obtenues, l'affirmation que les mineurs rencontrent systématiquement le juge de la jeunesse en charge de leur dossier pendant leur séjour à l'UNISEC, ne correspond pas à la réalité, puisqu'au moins un mineur a séjourné à l'UNISEC pendant 3 mois sans pour autant y avoir rencontré un juge.

La dernière convocation de la part du tribunal de la jeunesse qui a pu être consultée datait de plus d'un an avant le placement à l'UNISEC.

Le Médiateur souligne par ailleurs que les informations obtenues de la part d'autres acteurs n'ont pas pu confirmer les affirmations du Procureur Général d'Etat. Aucune trace d'un transport du mineur vers le tribunal n'a pu être trouvée.

Si des entretiens ont eu lieu, il existe pour le moins un problème de documentation au sein des

---

<sup>9</sup> Voir page 13

<sup>10</sup> Voir page 20



établissements concernés qui mériterait également d'être redressé.

Le Médiateur souligne qu'il se prononce en faveur d'entretiens des juges de la jeunesse avec les mineurs et non d'échanges, voire d'envois unilatéraux, de courriers.

Le Médiateur a contacté le Procureur Général d'Etat pour demander les relevés officiels des entretiens menés entre le mineur et le juge de la jeunesse dans ce cas précis afin de clarifier la situation et déterminer combien et à quels moments des entretiens avec le mineur concerné avaient eu lieu au cours de sa privation de liberté (à l'UNISEC et préalablement au CPL).

Suite à cette demande, Madame le Procureur général d'Etat a communiqué sa prise de position en soulignant « ...que votre rapport concerne la seule structure de l'UNISEC, je ne vois ni la nécessité, ni l'utilité de vous fournir des informations d'un dossier de protection de la jeunesse – entretemps archivé, au vu de la majorité de la personne concernée – en dehors de la période passée par le concerné au sein de ladite institution.... »

Certes Madame le Procureur donne quelques précisions très succinctes mais poursuit : »Je souligne cependant à nouveau qu'il était assisté d'un avocat qui lui avait été désigné par les soins du juge de la jeunesse et qu'il bénéficiait donc d'une assistance juridique adéquate qui lui aurait permis, si tel avait été son souhait, de solliciter une entrevue, respectivement une mesure de congé, auprès du juge de la jeunesse en cause. (...) ».

Le Médiateur trouve cette réponse partielle très décevante et espère une meilleure collaboration entre les deux instances, dans l'intérêt des personnes privées de liberté. Il souhaite ajouter que le fait d'être assisté d'un avocat ne remplace aucunement l'utilité pour le juge de la jeunesse de s'entretenir avec le mineur concerné par la mesure privative de liberté.

Il s'y ajoute que tout mineur placé à l'UNISEC se voit d'office nommer un avocat pour assurer la défense de ses intérêts. A tout moment, le mineur a le droit, avec ou sans avocat, de formuler une demande en mainlevée du placement provisoire à l'UNISEC, de sorte qu'une audience au tribunal de la jeunesse doit obligatoirement avoir lieu à bref délai.

Les critiques et recommandations de l'Ombudsman concernant la fréquence des contacts entre le mineur placé à l'UNISEC et le juge de la jeunesse sont donc dénuées de tout fondement.

Le Médiateur apprécie le principe qu'un avocat soit nommé d'office pour tous les mineurs placés à l'UNISEC. Or, beaucoup de jeunes ne semblent pas vraiment informés de leurs droits et des conséquences de l'exercice de ces droits.

Ceci n'a par ailleurs pas d'incidences sur le fait que le Médiateur estime indispensable qu'il existe une consultation du mineur préalable à chaque mesure de placement (hors cas d'urgence avérée), cas dans lequel l'entretien doit avoir lieu immédiatement après le placement. Le mineur devrait dans toute la mesure du possible être entendue en personne et le contact avec le juge de la jeunesse ne devrait pas se limiter au contact avec l'avocat, un représentant de l'institution où le mineur est placé ou pire encore, à un échange de courriers. Le Médiateur est d'avis que le juge

de la jeunesse doit se faire sa propre image de la situation et de l'évolution du mineur et dans ce contexte, rien ne peut remplacer le contact direct et non-filtré avec le mineur.

Au point (56) du rapport<sup>11</sup>, le Médiateur recommande de voir établir « *les procédures nécessaires pour que le mineur soit, en cas de nécessité, transféré dans les meilleurs délais et conditions à l'unité de psychiatrie juvénile de l'Hôpital Kirchberg* ».

L'institution d'une telle procédure spécifique n'est pas nécessaire, puisque les autorités judiciaires, à savoir soit le parquet, soit le juge de la jeunesse, peuvent à tout moment prendre une mesure de garde provisoire, sinon une mesure de congé, afin d'ordonner un transfert au Service National de Psychiatrie Juvénile, au cas où l'état psychique du mineur impose une hospitalisation en milieu psychiatrique.

Le Médiateur donne à considérer que les situations de crise peuvent se présenter à tout moment. Les substituts assurant une permanence n'ont pas nécessairement la formation spécifique pour gérer les situations délicates impliquant les mineurs privés de liberté.

Le Médiateur maintient sa recommandation qui vise à établir une procédure claire pour être préparée lorsqu'une situation particulière se présente. Ceci est dans l'intérêt de tous les acteurs concernés.

En ce qui concerne les constatations matérielles faites sur place par les collaborateurs du Médiateur, la soussignée n'entend pas formuler d'observations.

### **3. Prise de position du ministère de la justice**

A titre liminaire, il y a lieu de noter que les observations ci-dessous concernent uniquement les points du rapport qui sont de la compétence du Ministère de la Justice.

1) page 5 : « [...] Le médiateur maintient sa recommandation suivant laquelle une réévaluation doit être possible s'il y a des éléments nouveaux avérés ou au moins tous les 3 mois.

*Un réexamen d'office devrait avoir lieu au minimum tous les 12 mois.»*

Les dispositions concernant le placement d'urgence sont actuellement en cours de discussion dans le cadre du projet de loi n° 7276 instituant un régime de protection de la jeunesse au sein de la Commission de la Justice.

2) page 6 : « [...] Le médiateur rappelle que toute solution permettant de continuer à placer des mineurs dans un établissement pénitentiaire réservé aux adultes, hormis les cas visés par l'article 32 de la loi précitée du 10 août 1992 actuellement en vigueur, ne trouvera jamais son accord. »

---

<sup>11</sup> Voir page 25

La volonté de placer les mineurs en dehors d'un établissement pénitentiaire reste inchangée. Le but est de parvenir à l'abandon de la pratique actuelle de placer des mineurs au Centre pénitentiaire de Luxembourg. Avant, il y a lieu de prévoir une structure adéquate qui prendrait en charge ces mineurs, voir au cas par cas des jeunes majeurs jusqu'à 21 ans. Un groupe de travail interministériel a été mis en place et se penche actuellement sur cette question.

Le Médiateur estime que l'UNISEC répond aux besoins pour prendre en charge les mineurs concernés. Le Médiateur ne s'oppose pas à une assimilation de jeunes majeurs jusqu'à l'âge de 21 ans à des mineurs, évidemment sous condition d'élaborer des critères d'application clairs.

Si le Médiateur n'est pas invité à participer à ce groupe de travail interministériel, il souhaite être informé de l'évolution des discussions et des conclusions.

3) page 7 : « [...] Le médiateur se prononce, malgré la position politique actuelle, pour l'introduction d'un droit pénal des mineurs, alors que ce pas constituerait, selon lui, une amélioration de la situation des mineurs qui leur conférerait plus de transparence et plus de sécurité juridique.

*En tout état de cause, les garanties minimales assurées en matière de droit pénal pour adultes, devraient également l'être en matière de protection de la jeunesse. »*

La question de maintenir un système protectionniste à l'égard du mineur tel que la loi actuelle le prévoit ou de passer à un droit pénal des mineurs a été discutée au sein du groupe de travail mis en place pour élaborer le projet de loi n° 7276, duquel vous avez été membre, et il a été décidé de continuer les travaux sur la base d'un système de protection des mineurs.

Cela n'empêche cependant pas d'introduire dans le projet n° 7276 les garanties minimales assurées en matière de droit pénal pour adultes afin que les mineurs puissent bénéficier des mêmes garanties procédurales.

Le Médiateur a fait partie du groupe de travail constitué pour élaborer le projet de loi 7276. Néanmoins, son avis sur la question d'introduire un droit pénal pour mineurs n'a pas été sollicité.

A plusieurs reprises, le Médiateur a souligné que si la volonté politique était de ne pas introduire un droit pénal pour mineurs, cette décision devrait alors être mise en œuvre de manière conséquente et cohérente dans la conception du système de la protection de la jeunesse luxembourgeois et qu'il faudrait alors abandonner le traitement du mineur en fonction des comportements qui rendent la mesure de protection nécessaire, voire en fonction s'il y a eu un passage à l'acte ou non.

Comme cela n'est pas le cas avec le projet de loi sous analyse, le Médiateur exprime son opinion qu'il serait dans l'intérêt de la sécurité juridique de séparer les deux domaines et de créer, parallèlement au système de protection de la jeunesse, un droit pénal pour mineurs.

En ce qui concerne la conception du droit pénal pour mineurs, le Médiateur renvoie à ses observations faites relatives à une remarque de la CCDH.

4) page 8 : « [...] Pour le médiateur il semble opportun et nécessaire de prévoir des modalités d'exécution de la mesure de placement par la loi et d'instaurer des possibilités de sortie et

*d'aménagement de la mesure qui permettraient une sortie et une réinsertion progressives du mineur, ce qui serait dans l'intérêt de tous les concernés. »*

Cela est prévu par le projet de loi n° 7276, l'article 15 instaure le principe du « congé » et donne la possibilité au mineur de séjourner dans un lieu autre que celui déterminé par la mesure de placement dans l'intérêt de l'éducation du mineur, pour faciliter son entrée dans la vie active et son intégration sociale ou en vue d'un essai de réintégration dans son milieu familial.

Cette disposition fait également l'objet de discussions au sein de la Commission de Justice.

L'article 15 du projet de loi 7276 prévoit en effet des autorisations de la part du juge de la jeunesse de séjourner dans un lieu autre que celui déterminé par la mesure de placement. Cependant, ces sorties ne correspondent pas exactement au concept décrit par le Médiateur.

L'article 15 prévoit ces sorties temporaires « dans l'intérêt de leur éducation, pour faciliter leur entrée dans la vie active et leur intégration sociale, ou en vue d'un essai de réintégration familiale », ce qui laisse sous-entendre que le mineur concerné doit déjà avoir un projet de sortie bien défini.

Le Médiateur estime cependant qu'il est (également) nécessaire d'instaurer un système de sorties progressif pour tous les mineurs, surtout lorsque le séjour à l'UNISEC dépasse la durée de trois mois. Il s'agit d'une sortie, au début accompagnée, puis des sorties non accompagnées et augmentant progressivement en durée, après laquelle le mineur réintègre l'UNISEC.

Cette hypothèse n'est pas couverte par l'article 15 du projet de loi 7276.

#### **4. Prise de position consolidée du ministère de l'éducation nationale, de l'enfance et de la jeunesse et du CSEE**

Commentaires du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) et de la Direction du centre socio-éducatif de l'Etat (CSEE) relatifs au rapport provisoire de l'Ombudsman portant sur l'unité de sécurité (UNISEC) du CSEE.

Tous les paragraphes ne sont pas commentés. Certaines recommandations ne concernent pas directement le Centre socio-éducatif de l'Etat, d'autres n'appellent pas de commentaire.

Ad 13)

En date du 24 mai 2016 le Conseil d'Etat a été saisi d'amendements gouvernementaux au projet de loi n°6593 portant modification notamment de la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat, du projet de règlement grand-ducal portant organisation de l'Unité de sécurité du centre socio-éducatif de l'Etat et du projet de règlement grand-ducal relatif aux carrières des agents du CSEE. L'article 8 du projet de règlement grand-ducal portant organisation de l'Unité de sécurité du centre socio-éducatif de l'Etat précise les modalités de la fouille corporelle.

En date du 26 septembre 2017, le Conseil d'Etat a rendu son avis relatif au projet de règlement grand-ducal portant organisation de l'Unité de sécurité du centre socio-éducatif de l'Etat. Il convient de noter que ledit projet de règlement grand-ducal a également été avisé par les parquets de

Diekirch et de Luxembourg, par les juges de la jeunesse de Luxembourg et de Diekirch.

Les amendements gouvernementaux précités ont abouti à la loi du 29 août 2017 portant modification notamment de la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État. La base légale aux fouilles corporelles a été introduite grâce à la prédite loi du 29 août 2017.

Suite aux modifications intervenues par suite de la loi précitée du 29 août 2017 et compte tenu des avis intervenus de la part du Conseil d'Etat et de la part des juridictions, le règlement grand-ducal portant réorganisation sera réécrit au cours de l'année 2019 pour l'adapter aux dispositions légales actuellement applicables et pour tenir compte des avis rendus.

Le Médiateur remercie le MENJE pour ces développements. Il souhaite être tenu informé des évolutions de ce dossier.

Ad 16)

La direction du CSEE tient à préciser que, contrairement à ce qu'indique le rapport à la 3e ligne du deuxième paragraphe de la remarque (16), le dispositif de sécurité ne comprend pas de fils barbelés.

Le Médiateur reconnaît son erreur, tout comme il l'a fait suite aux commentaires du Procureur Général d'Etat.

Ad 17)

La direction du CSEE est consciente de l'exiguïté du local destiné à l'infirmerie.

Ad 19)

Les procédures quant à des sorties exceptionnelles sont en voie d'élaboration et seront intégrées dans les procédures générales relatives à l'Unité de Sécurité.

Le Médiateur apprécie cette initiative. Il demande à être tenu informé de l'évolution du dossier.

Ad 20)

La recommandation sera prise en considération et discutée avec les instances partenaires intervenant sur le volet infrastructures de l'unité de sécurité.

Le Médiateur remercie le MENJE pour cette ouverture et demande à être informé des suites réservées à cette recommandation.

Ad 21)

La recommandation sera soumise à un examen approfondi

Le Médiateur demande à être tenu au courant si des changements concrets devaient être envisagés.

Ad 22)

Le souci est partagé par la direction du CSEE. La question de l'extension du dispositif de

vidéosurveillance est actuellement à l'étude.

Le Médiateur souhaite être tenu informé de l'évolution des démarches.

Ad 23)

Il sera donné un suivi à cette recommandation.

Le Médiateur remercie les responsables de l'UNISEC pour leur engagement.

Ad 24)

La direction du CSEE prend au sérieux cette recommandation et réfléchira à son opportunité.

Le Médiateur apprécie que la recommandation soit évaluée et demande à être informée des suites réservées à cette recommandation.

Ad 25)

Le suivi de la recommandation est en route. Les procédures seront communiquées au Médiateur.

Le Médiateur rappelle l'importance de ces instructions et demande leurs finalisation et communication dans les meilleurs délais.

Ad 29)

Nous partageons l'avis du Médiateur sur cette question.

Ad 30)

Nous prenons note et nous félicitons de la conformité de la pratique des fouilles corporelles avec les normes internationales.

Ad 31)

Une telle présentation des lieux aux mineurs fait partie intégrante du programme d'accueil des mineurs à l'unité de sécurité. Il n'est cependant pas à exclure que cela ait pu ne pas se faire à l'une ou l'autre occasion. Il est évident aussi que certaines parties de l'unité de sécurité ne peuvent être montrés aux jeunes, pour des raisons de sécurité. Le CSEE veillera à une mise en œuvre systématique de la visite des lieux lors de l'accueil.

Le Médiateur salue la réaction du CSEE. Il est évident que la visite ne doit concerner que les parties de l'UNISEC qui sont importantes pour le séjour du mineur et qui ne posent pas de problèmes au niveau de la sécurité.

Ad 32)

Un tel livret d'accueil existe dans une version préliminaire. La pratique à l'unité de sécurité a permis de collecter bon nombre d'expériences qui seront intégrées dans le livret d'accueil sous sa forme définitive. Le livret sera transmis au Médiateur.

Le Médiateur remercie le MENJE pour cette initiative.



Ad 33)

Nous notons et partageons entièrement l'avis du Médiateur quant aux bulletins émis dans le cadre de la scolarité des mineurs.

Le Médiateur remercie le MENJE pour sa prise de position quant à cette recommandation et renvoie pour le surplus aux observations faites suite aux remarques faites par la CCDH.

Ad 34)

La question des heures supplémentaires est suivie de très près par la direction du CSEE. Entre le moment de la visite et le moment du rapport, des engagements supplémentaires ont pu être réalisés, autant pour le service psycho-social que l'équipe éducative et l'équipe de sécurité. Des efforts supplémentaires ont lieu actuellement.

Le Médiateur salue ces initiatives.

Ad 35)

Le CSEE mettra en œuvre cette recommandation portant sur le détachement des gardiens.

Ad 36)

La direction du CSEE partage l'avis du Médiateur quant à une présence de personnel socio-éducatif pendant la nuit. Des discussions ont été menées dans ce sens avec les autorités de tutelle. Le nombre d'ETP devra effectivement être augmenté pour répondre à cette recommandation.

Le Médiateur souhaite être tenu au courant de l'évolution de ce dossier.

Ad 37)

De même que pour la présence de personnel socio-éducatif pendant la nuit, le CSEE partage cette recommandation. Il agira de manière à permettre sa mise en œuvre.

Le Médiateur demande également à être tenu informé du suivi réservé à cette recommandation.

Ad 38)

Le CSEE partage entièrement cette recommandation. L'adhésion du mineur à son projet individuel est un élément central de la démarche. En effet, sans participation active du mineur à l'élaboration de son propre projet et sans adhésion finale au contenu du projet lui-même, les risques d'un échec dans la mise en œuvre du projet sont très réels.

Le Médiateur remercie le MENJE pour l'accueil positif de sa recommandation.

Ad 39)

Le CSEE prend note de la recommandation et réfléchira à l'opportunité et aux possibilités de sa mise en œuvre.

Le Médiateur souhaite être tenu informé de la faisabilité de la recommandation. Il est évident que cette recommandation est en lien direct avec la recommandation 37, pour permettre le cas échéant

aux membres du personnel éducatif.

Ad 41)

Le CSEE salue la recommandation portant sur l'implication des parents dans les démarches effectuées.

Ad 45)

Le CSEE salue cette recommandation, de nature à encourager et à renforcer tous les intervenants au sein de l'unité de sécurité dans leur pratique quotidienne.

Ad 47)

Dans un souci d'économicité, le CSEE partage l'avis du Médiateur quant à une préférence à donner aux consultations médicales internes. Des efforts sont actuellement faits pour acquérir les équipements nécessaires à certaines interventions de spécialistes.

Le Médiateur soutient toujours que les consultations médicales internes sont à privilégier. Il souligne toutefois l'importance de clarifier les procédures pour les situations dans lesquelles ces consultations internes ne sont pas réalisables.

Ad 48)

Une procédure pour l'éventualité d'une grossesse fut élaborée, elle sera intégrée dans les procédures générales de l'unité de sécurité.

Le Médiateur apprécie cette initiative. Il demande à obtenir une copie des procédures établies.

Ad 49)

Le CSEE partage l'avis du Médiateur sur la question de l'éducation affective et sexuelle. Des contacts avec des organismes spécialisés dans le domaine ont été établis, la recommandation sera mise en œuvre.

Le Médiateur salue la réactivité du CSEE.

Les avis quant aux recommandations 50), 52) - 54) et 56) ont été apportés par les pédopsychiatres intervenant dans l'unité de sécurité sur la base de l'accord de collaboration entre le CSEE et le Centre hospitalier neuropsychiatrique (CHNP).

Ad 50)

Le CSEE confirme que la pratique correspond à la recommandation. Sauf cas exceptionnels d'absence d'un pédopsychiatre, les mineurs sont suivis par un seul des pédopsychiatres.

Le Médiateur se montre satisfait de cette pratique.

Ad 52)

L'équipe pédopsychiatrique est flexible dans l'acceptation de rendez-vous, qui peuvent par exemple avoir lieu en-dehors du CSEE, sur le site du CHNP à Ettelbruck, à des heures à convenir. Nous

partageons la recommandation du Médiateur quant à l'implication des parents. Celle-ci, bien que parfois difficile à obtenir, est importante, autant au niveau diagnostic que de la thérapie. Dans la mesure où le pédopsychiatre n'est jamais l'intervenant de première ligne, un effort commun de tous les acteurs est nécessaire.

Le Médiateur remercie l'équipe pédopsychiatrique pour sa prise de position. Celle-ci diffère des informations obtenues lors de l'entretien mené sur place. Il apprécie toutefois si les consultations avec les parents peuvent être organisées de manière plus flexible et en prenant en compte leurs obligations professionnelles.

Ad 53)

Il est toujours recherché un entretien avec les parents. Il n'est cependant pas toujours possible de le mettre en place. Quant à la méthode de l'entretien via questionnaire électronique, celui-ci constitue un instrument reconnu dans la pratique psychiatrique au niveau international.

Le Médiateur ne met pas en doute l'utilité que peut avoir un entretien via questionnaire électronique. Il estime toutefois que cet outil n'est pas le plus adapté dans ce contexte.

Ad 54)

En principe, chaque médecin est autorisé à prescrire tous les médicaments.

Le Médiateur maintient sa recommandation de clarifier la situation et d'établir des lignes directrices claires, dans l'intérêt de la cohérence et du suivi de la prise en charge médicale.

Ad 56)

Nous partageons la recommandation quant à l'impossibilité d'une prise en charge psychiatrique à l'intérieur de l'unité de sécurité. La recommandation sera mise en œuvre.

Le Médiateur apprécie le suivi accordé à cette recommandation. Il souhaite à être tenu informé lorsque les procédures ont été établies.

Ad 57)

La recommandation se rapporte à la distribution de médicaments aux mineurs placés à l'unité de sécurité. Dans la mesure où le personnel infirmier n'est pas en permanence de service, la direction du CSEE suit l'esprit du « Projet d'accueil individualisé (PAi) tel que mis en place et actualisé par les Ministres M. Meisch et Mme Mutsch en octobre 2018. Pour respecter la lettre du PAi, il sera procédé à une autorisation écrite de la part de la direction du CSEE, détenteur de l'autorité parentale sur les mineurs placés, envers le personnel socio-éducatif amené à procéder à la distribution de médicaments.

Le Médiateur n'est pas convaincu que le principe du PAi peut s'appliquer tel quel au contexte des mineurs placés au CSEE, voire à l'UNISEC surtout lorsque ceux-ci nécessitent un traitement ponctuel pour une certaine pathologie qui n'est pas forcément chronique.

Le Médiateur donne également à considérer que cette approche deviendra d'autant plus délicate

lorsque l'autorité parentale n'est plus systématiquement transférée en cas de placement, tel que le prévoit l'actuel projet de loi 7276.

Ad 58)

Le CSEE prend note de la recommandation du Médiateur et examinera l'opportunité et la possibilité de sa mise en œuvre.

Le Médiateur souhaite être tenu informé des suites réservées à sa recommandation.

Ad 59)

Quant au dernier paragraphe de la recommandation, il convient de noter que l'infirmière en service à l'unité de sécurité a briefé tous les intervenants sur la manière de donner des médicaments et la manière de s'assurer de leur prise effective.

Le Médiateur souligne que les mineurs n'ont pas affirmé qu'un contrôle de la prise effective soit réalisé en pratique, de sorte que le Médiateur souligne l'importance de cette sensibilisation aussi longtemps que le personnel éducatif est amené à distribuer des médicaments.

Ad 60)

Le CSEE salue la recommandation du Médiateur quant aux règles de vie internes et leur affichage.

Ad 61)

Le CSEE renvoie à son observation portant sur la recommandation 32). Nous notons par ailleurs que tous les documents notifiant d'éventuelles mesures ou sanctions disciplinaires aux mineurs comportent la mention et les numéros de téléphone de la permanence téléphonique du Médiateur.

Les mineurs ont le droit d'appeler le Médiateur lorsqu'ils rencontrent un problème avec l'administration du CSEE.

Le Médiateur souligne cependant que cette offre est différente des permanences assurées par le CELPL, pour lesquelles un schéma de communication et un numéro de gsm (privé) ont été communiqués.

Ad 62)

Un élément fondamental dans le concept de prise en charge à l'unité de sécurité est le travail en binôme entre un membre du personnel éducatif et un gardien. Le CSEE préfère laisser intact ce binôme autant que possible.

Le Médiateur n'entend pas remettre en question l'utilité du système de travailler en binôme, tel qu'il a été mis en place. Il maintient toutefois ses observations en ce qui concerne la surveillance pendant le temps que le mineur prend une douche.

Ad 63)

La direction du CSEE salue cette recommandation. Elle est de nature à encourager le personnel du service cuisine qui prépare l'alimentation des mineurs placés à l'unité de sécurité.

Ad 69) - 72)

Le CSEE met en place un maximum de flexibilité pour permettre aux mineurs d'assurer les contacts vers l'extérieur. Les contacts téléphoniques jouent ici un rôle très important. Les plages pendant lesquelles les mineurs peuvent téléphoner vers l'extérieur ont été élargies, un téléphone supplémentaire fut mis à leur disposition.

Le Médiateur salue cette réactivité. Il maintient la recommandation de faire preuve de flexibilité quant aux personnes que les mineurs peuvent appeler.

Ad 73)

Une flexibilité accrue fut mise en place dans ce domaine dans la mesure où des visites sont également possibles le vendredi après-midi, selon la situation.

Le Médiateur apprécie cet élargissement des heures de visite, même s'il semble très timide. Il est toutefois conscient que ces modifications ont également des répercussions importantes au niveau du fonctionnement interne général de l'unité.

Ad 75)

La direction du CSEE est consciente de ce que des propos très peu sensibles, voire discriminants, ont pu être tenus envers des mineurs. Déjà en 2018, la direction est intervenue auprès des équipes pour clarifier qu'il est inadmissible que des propos discriminants sur les plans ethniques, culturel, social, de l'identité ou de l'orientation sexuelle aient lieu. Le cas échéant, la direction se réservera le droit de réagir de manière disciplinaire à l'avenir si de telles situations devaient se répéter.

Le Médiateur remercie la direction du CSEE pour son honnêteté et son engagement dans ce domaine.

Ad 77)

La direction du CSEE partage l'avis du Médiateur quant au séjour post-unisec des mineurs placés.

## **5. Prise de position consolidée du ministère de la sécurité intérieure et de la Police grand-ducale**

Pour ce qui est de la situation d'un mineur arrêté par la Police {p.7 du rapport}, il faut souligner que la directive ABC ne s'applique qu'aux majeurs. Néanmoins par souci d'équité et donc non par obligation légale, la Police notifie ses droits au mineur arrêté avant interrogatoire. Lors d'une simple exécution d'une mesure de protection sans interrogatoire, la Police se fait attester par un médecin que le mineur est apte à être placé à l'UNISEC.

Le Médiateur apprécie que la Police grand-ducale va au-delà de ce qui est ordonné par le droit

interne. Il souligne que les Directives ne font qu'établir des règles minimales et que chaque Etat membre peut mettre en place des protections plus élevées.

Le Médiateur ne peut pas partager intégralement l'avis que la, voire les directives ABC ne s'appliquent qu'aux majeurs.

S'il est vrai que l'intitulé des directives que l'on appelle communément directive ABC fait référence à la procédure pénale, qui n'est pas applicable telle quelle aux mineurs, le Médiateur insiste sur le fait qu'il est inconcevable que les mineurs, tombant sous un régime de protection, et qui affichent une vulnérabilité plus importante que les adultes bénéficient de moins de droits que ces derniers.

La Directive 2013/48/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires précise par ailleurs dans son considérant (55) que :

*« La présente directive favorise les droits des enfants et tient compte des lignes directrices du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants, en particulier les dispositions relatives aux informations et conseils à communiquer aux enfants. Elle veille à ce que les suspects et les personnes poursuivies, y compris les enfants, reçoivent des informations adaptées leur permettant de comprendre les conséquences d'une renonciation à un droit prévu au titre de la présente directive et à ce que toute renonciation soit formulée de plein gré et sans équivoque. Lorsque le suspect ou la personne poursuivie est un enfant, le titulaire de l'autorité parentale devrait en être informé le plus rapidement possible après la privation de liberté de l'enfant et devrait être informé des motifs de cette privation de liberté. Si la communication de ces informations au titulaire de l'autorité parentale est contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant, un autre adulte approprié, tel qu'un membre de la famille, devrait être informé en lieu et place de celui-ci. Cela devrait être sans préjudice des dispositions de droit national qui requièrent que toutes autorités, institutions ou personnes désignées, en particulier celles qui sont compétentes en matière de protection de l'enfance, soient informées de la privation de liberté d'un enfant. Les États membres devraient s'abstenir de limiter ou de reporter l'exercice du droit de communiquer avec un tiers en ce qui concerne les suspects ou les personnes poursuivies qui sont des enfants et qui sont privés de liberté, sauf dans les circonstances les plus exceptionnelles. Lorsqu'un report est appliqué, l'enfant ne devrait, néanmoins, pas être détenu au secret, mais devrait être autorisé à communiquer, par exemple, avec une institution ou une personne responsable de la protection ou du bien-être des enfants. »*

Pour ce qui est du transfert d'un mineur arrêté placé à l'UNISEC (p. 16), nous sommes disposés à l'effectuer par voiture de patrouille ordinaire sauf si la sécurité des policiers ou du mineur s'y opposerait.

Le Médiateur remercie la Police grand-ducale pour l'avis favorable à cette recommandation.

Pour ce qui est des menottes (p. 16), le transfert d'un mineur se fait en principe sans menottes. L'exception à ce principe est le transfert d'un mineur placé à l'UNISEC. Le fait qu'il est placé dans



cette section le différencie d'un mineur ordinaire et pour des raisons de sécurité, tant pour le policier que pour le mineur, le transfert d'un mineur placé à l'UNISEC se fait en menottes.

Le Médiateur maintient sa recommandation de ne recourir au port de menottes que lorsque le mineur est agité ou représente un danger pour lui-même ou autrui.

Il répète que la seule présupposition d'un risque de fuite ne peut pas justifier le port de menottes chez un mineur qui coopère, et ceci d'autant moins que nous nous situons dans le cadre d'une mesure de protection de la jeunesse.

Le Médiateur se rallie aux propos suivants publiés par la commission nationale de déontologie et de sécurité :

*« le menottage abusif, qui constitue une atteinte à la dignité des personnes, est particulièrement dommageable dans le cas des mineurs, notamment à cause de la dimension symbolique que comporte le port d'entraves et l'humiliation qu'elle peut représenter. Il convient de rappeler une fois encore que les mineurs sont psychologiquement plus fragiles que les autres, même lorsque leur apparence physique est proche de celle d'un adulte. »<sup>12</sup>.*

---

<sup>12</sup> <https://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/094000187.pdf>, p.56